

Solidarité internationale : la France se désengage fortement

Paris, le 8 avril 2014 – L'OCDE, qui publie aujourd'hui les chiffres de l'aide publique au développement (APD) dans le monde pour l'année 2013, constate que l'APD de la France a baissé de 9,8 % en 2013, alors que par ailleurs l'aide mondiale a augmenté de 6,1 %. La France a consacré 0,4 % de son revenu national brut (RNB) à l'APD en 2013, contre 0,45% en 2012 et 0,46% en 2011.

Coordination SUD exprime sa très vive inquiétude de voir ces crédits diminuer fortement, alors qu'ils sont indispensables pour financer les programmes de lutte contre la pauvreté et les inégalités et pour appuyer la mise en œuvre de politiques publiques de qualité (éducation, santé, agriculture, etc.) dans les pays les plus pauvres.

Il y a un an, François Hollande s'était engagé « *dès que nous aurons retrouvé la croissance [...] à reprendre la trajectoire ascendante vers les objectifs internationaux que nous nous sommes fixés* ». « *Force est de constater que ce décrochage augure mal de la trajectoire ascendante promise par le président de la République en mars 2013 !* », s'indigne Jean-Louis Vielajus, président de Coordination SUD.

La baisse générale de l'aide publique au développement française rend plus ardue encore la perspective du « *chemin crédible* » promis par le président de la République pour atteindre les 0,7 % du RNB.

« *La contraction de l'aide publique au développement n'est pas une fatalité : le Royaume Uni, pourtant dans une situation économique similaire à celle de la France, a atteint l'objectif des 0,7% suite à une augmentation de son APD de 27,8% en 2013* » souligne Bernard Pinaud, vice-président de Coordination SUD, délégué général du CCFD-Terre solidaire.

La France a fait évoluer sa politique de développement en proposant au Parlement une Loi d'orientation relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

« *On peut certes, se satisfaire d'orientations et de bons principes mais dans des situations de crise comme celles que traversent la Centrafrique aujourd'hui, le Mali ou la Syrie, ou, quand il s'agit de faire face aux effets pour des millions de personnes des conséquences du changement climatique, l'aide au développement est cruciale* », argumente Christian Reboul, chef de file de la commission APD de Coordination SUD, responsable de plaidoyer chez Oxfam France.

« *L'OCDE révèle ce matin que l'aide se détourne de plus en plus des pays les plus pauvres d'Afrique subsaharienne, c'est très inquiétant* » poursuit Christian Reboul.

Coordination SUD s'inquiète également des futurs arbitrages budgétaires, pour atteindre les 50 milliards d'euros d'économie dans le budget de l'État d'ici à 2017. Des coupes semblent être à l'ordre du jour dans le budget 2015 de l'APD française, alors même qu'il s'agit d'une année cruciale pour le développement et la solidarité internationale. En effet, le programme 209 « *Solidarité avec les pays en développement* » serait menacé d'une baisse de 200 millions d'euros ce qui aura un impact direct sur le financement de programmes qui visent la réduction de la pauvreté et des inégalités dans les pays pauvres prioritaires.

La solidarité se décline tant au niveau national qu'au niveau international. Il convient de ne pas les opposer, *a fortiori* en période de crise et de contrainte budgétaire.

Contact presse

Stéphanie Dubois de Prisque, duboisdeprisque@coordinationsud.org

Tél : +33 (0)1 44 72 03 78

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui plus de 140 ONG, dont une centaine via six collectifs (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM et le Groupe Initiatives) qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.